



**LA SOUTERRAINE**  
ENGAGÉE PAR NATURE

## ARRÊTÉ DU MAIRE

### LE MAIRE DE LA SOUTERRAINE

- VU** la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et des régions et complétée par les lois 82-623 du 22 juillet 1982 et 83-8 du 7 janvier 1983 ;
- VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213.1 à L2213.06 relatifs aux pouvoirs de police et de la circulation des Maires ;
- VU** le Code de la Route 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et notamment l'article R411-8 définissant les pouvoirs de police des Maires ;
- VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre1) approuvée par l'arrêté interministériel du 07 juin 1977 modifié ;
- VU** l'avis du Conseil Départemental en date du 24 novembre 2025,
- VU** la demande présentée par Monsieur AZARKAN Imane représentant la Société DA/DPA - CORASO - AXIANS FIBRE - 850 Avenue Régis Ramage - 37250 SORIGNY, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'effectuer des mesures et des reprises des raccordements de câbles télécoms, Route de Paris et sur la D1, du lundi 29 juin 2026 à 8 h 00 au vendredi 31 juillet 2026 à 17 h 00.

**CONSIDERANT** que ces travaux ne doivent pas porter atteinte à la sécurité de la voie publique et qu'ils nécessitent la mise en place d'une réglementation de la circulation et du stationnement.

### ARRETE

- Article 1 :** Les travaux décrits dans la demande susvisée sont autorisés sous réserve du respect des conditions suivantes :
- Article 2 :** Pendant la durée du chantier, le stationnement sera interdit au droit des travaux sauf pour les véhicules de chantier, la circulation sera alternée par feux et la vitesse limitée à 50 km/h.
- Article 3 :** La mise en place et la maintenance de la signalisation sont à la charge et sous la responsabilité du demandeur.
- Article 4 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification ou publication.
- Article 5 :** Toutes les signalisations et pré-signalisations réglementaires seront mises en place par le demandeur et sous sa responsabilité, conformément à la réglementation en vigueur.
- Article 6 :** Madame la lieutenant de la Communauté de Brigade de Gendarmerie et Monsieur Le Maire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait en Mairie de LA SOUTERRAINE, le dix-sept juin deux mille vingt-six.

#### Destinataires :

- Monsieur Le Maire de La Souterraine,
- Madame La Lieutenant de la communauté de Brigade de Gendarmerie de La Souterraine,
- DA/DPA CORASO AXIANS FIBRE, Monsieur AZARKAN Imane.

Pour le maire & les  
~~Adjoint(s) empêché(s)~~  
Et par suppléance  
Le .....  
à l'adjoint



Le Maire,

Etiennne LEJEUNE

Paknie Filloux